L'immigration aux ardoisières de Trélazé : un exemple atypique dans l'histoire minière française (fin XIX^e-milieu du XX^e siècle)

Pascal Houdemont

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1519>

DOI : 10.4000/abpo.1519

ISBN : 978-2-7535-1488-1

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2002

Pagination : 125-143

ISBN : 978-2-86847-794-1

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Pascal Houdemont, « L'immigration aux ardoisières de Trélazé : un exemple atypique dans l'histoire minière française (fin XIX^e-milieu du XX^e siècle) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 109-4 | 2002, mis en ligne le 20 décembre 2004, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1519> ; DOI : 10.4000/abpo.1519

L'immigration aux ardoisières de Trélazé : un exemple atypique dans l'histoire minière française (fin XIX^e-milieu du XX^e siècle)

Pascal HOUEMONT

Doctorant en histoire contemporaine,
HIRES – Université d'Angers

Bien qu'étant l'un des principaux centres industriels du département, avec ses 3000 ouvriers attachés à l'exploitation de l'ardoise, Trélazé ne fait pas figure d'exception dans le Maine-et-Loire, qui dénombre seulement 185 étrangers en 1927¹. En raison de son éloignement des frontières, et surtout de sa sous-industrialisation, l'Anjou, dans les années 1930, ne se classe qu'au 72^e rang des départements d'accueil².

Trélazé comme les autres cités minières a certes accueilli son lot de prolétaires venus de contrées lointaines. Mais l'immigration est restée un phénomène marginal. La proximité de la Bretagne et des centres d'exploitation ardoisiers, renfermant une main-d'œuvre docile et bon marché, a rendu moins crucial qu'ailleurs l'appel aux travailleurs étrangers, alors qu'au début du XX^e siècle la France compte 83 000 mineurs polonais, le tiers de la profession³. Les véritables étrangers, à Trélazé, sont les Bretons, qui forment jusqu'à 50 % de la population de la commune en 1908. Si, sur le plan juridique, ces travailleurs sont bien des Français, leurs mœurs et leurs dialectes les rangent dans la catégorie des parias aux yeux de la population locale, et leur effectif donne lieu à une comptabilisation dissociée dans les registres patronaux. L'immigration *stricto sensu*, concernant pour l'essentiel une communauté espagnole, reste une solution secondaire pour le patronat ardoisier, qui lance pourtant au début du XX^e siècle un programme de prospection, en même temps qu'il regarde vers d'autres foyers d'immigration, sans jamais recourir à un afflux massif de travailleurs étrangers.

1. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 32M34. Recensement des étrangers en 1927.

2. JEANNEAU, Jacques, « Les Étrangers en Maine-et-Loire dans les années trente », *Mémoires de l'Académie d'Angers*, tome 10, 1987-1988, p. 170.

En 1936, Trélazé compte 985 ouvriers ardoisiers, pour 1991 ménages. Sur ce nombre, 221 sont nés à Trélazé, 231 dans une autre commune du département. 82 sont originaires des départements limitrophes du Maine-et-Loire, 33 de Loire-Inférieure, 22 de Mayenne – dont 14 de Renazé, centre ardoisier exploité par la Commission des ardoisières d'Angers (CAA) et la Société ardoisière de l'Anjou – 17 d'Ille-et-Vilaine, quatre des Deux-Sèvres, un de la Vienne, deux de Vendée, deux de la Sarthe, et un d'Indre-et-Loire. 21 viennent d'autres départements (Val-de-Marne 1, Aisne 2, Orne 3, Pas-de-Calais 2, Côtes-d'Or 1, Isère 2, Seine-Maritime 1, Marne 1, Paris 2, Vosges 1, Eure-et-Loire 1, Charente-Maritime 1, Nièvre 1, Val-d'Oise 1, Bouches-du-Rhône 1). Il ressort de ce recensement que seulement 47 % des ardoisiers ont été recrutés localement. Seulement 24 sont des étrangers ou d'origine étrangère, dont quatre Italiens, deux Belges, 16 Espagnols dont trois naturalisés, un Polonais, un Maghrébin. En revanche, 396 sont originaires des trois départements bretons du Finistère, du Morbihan et des Côtes-du-Nord. Le Finistère arrive loin en tête avec 284 ressortissants, le Morbihan 100 et les Côtes-du-Nord seulement 23⁴.

Tableau 1 – Origine géographique des ardoisiers vivant à Trélazé en 1936

Trélazé	23 %
Autres communes du Maine-et-Loire	24 %
Départements limitrophes du Maine-et-Loire	8 %
Finistère, Morbihan, Côtes-du-Nord	41 %
Autres départements	2 %
Étrangers	2 %

Le recrutement des Bretons : une « immigration » franco-française au pays de l'ardoise

Très tôt durant le XIX^e siècle, les sociétés ardoisières trélazéennes organisent le recrutement de travailleurs bretons. Outre le surpeuplement rural, la crise des ardoisières du Finistère et du Morbihan offre des conditions favorables à ce flux migratoire, qui se poursuit à Trélazé jusque dans les années 1920⁵. L'augmentation de la production accroît, par ailleurs, les besoins trélazéens en personnel⁶. Le déficit de main-d'œuvre et les diffi-

3. LEQUIN, Yves, (dir.), *Histoire des étrangers et de l'immigration en France*, Paris, Larousse, 1992, p. 340.

4. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 6M22. Dénombrement de 1936. Liste nominative des habitants de la commune de Trélazé.

5. MARAIS, Jean-Luc, « Les Bretons, les curés, les patrons. L'immigration bretonne et l'Église à Trélazé et à Angers (1860-1939) », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, tome 96, 1989, p. 74-75.

6. FAUCHET, Catherine et HUGUES, Nathalie, « La Ville noire, terre de migrations bretonnes : Trélazé, 1850-1914 », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, tome 104, 1996, p. 202.

cultés des rapports sociaux se font sentir dans les ardoisières à partir de 1860, et surtout à la fin du siècle. En décembre 1859, la carrière des Fresnais fait acte de propagande en rédigeant une note dans un français élémentaire :

« Pour les personnes qui ne sont pas habituées aux carrières, celles de Monthibert leur conviennent, car elles sont tout nouvellement commencées, et on y descend sans échelles. Les journaliers n'y gagnent pas moins de 2 F par jour en tout temps. Les ouvriers d'en bas ne gagnent pas au-dessous de 1 000 F par an. Les bons ouvriers fendeurs ne gagnent pas moins de 70 à 100 F, suivant leur habileté. Les enfants des ouvriers d'en bas sont tous occupés depuis dix à onze ans et au-dessous. Il y a des logements très convenables sur les carrières mêmes, où ils pourront se mettre voisins entre connaissances. On aidera les pères de famille pour les transports de leurs ménages⁷. »

Dès 1880, les six carrières de Trélazé comptent 554 Bretons sur 2802 ouvriers, dont 297 sont mariés et 257 sont célibataires⁸. Mais avant cette date, la population migrante originaire de Bretagne est en situation de transit. Une faible proportion se fixe définitivement, les autres partent, vers Paris notamment. Ces migrants, issus pour l'essentiel du monde rural, non initiés aux métiers de l'ardoise, subissent des conditions de travail éprouvantes.

Après 1880, les campagnes de recrutement sont plus ciblées géographiquement et plus actives. Des missions sont ainsi périodiquement envoyées en Bretagne, en particulier dans le Finistère, département ardoisier. Les agents recruteurs espèrent ainsi obtenir une main-d'œuvre qualifiée qui ne nécessite aucune formation, attachée au métier et donc moins mobile. Les Bretons arrivent en masse entre 1885 et 1889. Ils représentent 10,5 % des ouvriers des ardoisières, alors que les Angevins ne sont plus que 37,7 %⁹. Le processus, encouragé par le manque de bras, se poursuit au début du xx^e siècle. En 1911, l'industrie ardoisière est confrontée, en effet, à une crise aiguë de main-d'œuvre. L'année précédente, l'ensemble du personnel de la CAA (Commission des ardoisières d'Angers) avait cessé le travail pendant sept semaines pour des questions de salaire. Un certain nombre de carriers, principalement des journaliers, abandonnèrent l'industrie pour se procurer du travail ailleurs¹⁰. Précocement, dans l'industrie ardoisière, les travailleurs locaux se détournent de la profession pour lui en préférer d'autres mieux rémunérées, moins pénibles et moins dangereuses.

À cette même époque, une partie du patronat français regarde vers les réservoirs étrangers de main-d'œuvre pour pallier les insuffisances de l'offre nationale, et pour rabattre les prétentions des ouvriers français¹¹. C'est dans la décennie qui précède la guerre que se dessine une véritable politique dans le patronat minier. Chaque compagnie joue son propre jeu¹².

7. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 70J22. Note sur l'immigration bretonne, s.d.

8. *Idem*.

9. FAUCHET, Catherine et HUGUES, Nathalie, *op. cit.*, p. 204.

10. Anonyme, « Au pays de l'ardoise », *Le Patriote de l'ouest*, 11 novembre 1911.

11. LEQUIN, Yves, *op. cit.*, p. 333.

12. *Ibidem*, p. 334.

Ainsi voit-on, en 1910, les Houillères du Nord-Pas-de-Calais se tourner vers la Westphalie, où se trouvaient des mineurs d'origine polonaise. En 1911, le Comité des forges, le puissant syndicat des sidérurgistes, envoie ses propres agents en Italie pour y embaucher des ouvriers. Des entreprises nationales prennent pour leur compte des initiatives semblables et se mettent à prospecter en Pologne, en Italie, en Espagne¹³.

La direction de la CAA, pour sa part, puise de nouveau dans le réservoir breton. La proximité de cette région continue à intervenir comme un élément déterminant. En novembre 1911, la carrière de l'Hermitage envoie ainsi des émissaires chargés de recruter de la main-d'œuvre dans la région de Lorient et de Concarneau, affectée par la crise de la pêche. Dans une note datée du 4 novembre 1911, le directeur de cette carrière consigne qu'il « recevra le soir même un petit convoi de sept Bretons, et qu'une trentaine de candidats sont sur le point de partir de Lorient. Un homme sûr sera chargé d'inspecter les 30 candidats, de les trier et de les ramener ». Le 7 novembre, une centaine de Bretons arrivent à Trélazé. En mars 1915, le directeur du patronage des apprentis de la CAA est chargé d'aller recruter des veuves d'ouvriers tués à la guerre, ainsi que des apprentis, issus de préférence de familles nombreuses. En onze jours de voyage, de 8 au 18 mars, il prospecte dans une trentaine de communes bretonnes, à Châteauneuf-du-Faou, Saint-Goazec, Carhaix, ou encore Poullaouen, autant de localités qui fournissent habituellement aux ardoisières de Trélazé d'importants contingents de bras. Il visite ainsi 73 familles, dont les membres, néanmoins, sont pour beaucoup des cultivateurs, donc « ne conviennent pas¹⁴ », mentionnent les rapports.

Les statistiques de la carrière des Fresnais indiquent pour l'année 1908 la répartition professionnelle des Bretons : 35 sont fendeurs, 35 journaliers au jour, 32 journaliers au fond, 57 sont ouvriers d'en bas et cinq sont employés¹⁵. Autrement dit, sur un total de 163 salariés bretons, seulement 40 % ne disposent d'aucune qualification en étant employés comme simples journaliers. Cette différence par rapport à l'histoire globale de l'immigration, qui tend généralement à prouver que la première génération occupe les tâches les plus ingrates, tient au fait que les Bretons sont recrutés dans les cités ardoisières de leur région, précisément, désormais, pour leurs compétences. Encore faut-il remarquer toutefois que 35 % sont employés comme ouvriers du fond, personnel qui correspond à la catégorie la moins considérée, celle que les fendeurs appellent avec condescendance les « pigrolliers », épithète qui s'applique aux rares étrangers, pour la plupart bretons, introduits dans les chantiers¹⁶. Les étrangers sont en

13. SCHOR, Ralph, *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1966, p. 12.

14. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J133. Lettre de Bréard à Larivière, 9 mars 1915.

15. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J535. Statistique du personnel breton des Fresnais, 1908.

16. BOULAN, Auguste, « Pigrolliers...? », *Le Réveil des travailleurs*, 15 mai 1914.

effet employés dans des secteurs où le travail est physiquement pénible, secteurs déjà progressivement délaissés par les Angevins¹⁷.

L'appel à la main-d'œuvre étrangère : un ultime recours

Les ardoisières de Trélazé font appel à la main-d'œuvre immigrée seulement à titre secondaire. À la fin du XIX^e siècle, celles-ci n'emploient que onze ouvriers étrangers : un Belge, deux Allemands et huit Espagnols. La prééminence de cette dernière communauté devait se confirmer quelques années plus tard. À cette époque, les Espagnols, anciens carlistes, sont fixés à Trélazé d'une façon permanente¹⁸. Il s'agit de réfugiés politiques ayant choisi l'exil après leur défaite en 1875, en voulant soutenir Don Carlos, prétendant au trône. Leur nombre diminue progressivement. De 23 réfugiés que compte la commune de Trélazé en 1875, ils passent à deux en 1906¹⁹.

Au début du siècle, le recours aux travailleurs immigrés continue à être envisagé subsidiairement :

« La commission administrative a étudié le recrutement des ouvriers étrangers. Mais il semble préférable de ne recourir à ce moyen extrême que lorsqu'on aurait acquis la certitude absolue qu'il faut renoncer à trouver des ouvriers français, qui ont jusqu'ici suffi à compléter notre personnel²⁰. »

Les ardoisières, tout en se tournant vers la Bretagne, sont finalement contraintes de s'orienter vers la solution d'une immigration en provenance des pays frontaliers. En juillet 1911, la CAA étudie en effet la possibilité de recourir à des Espagnols ou à des Piémontais, et décide d'envoyer un émissaire en Galice, pays de granit et d'ardoise, afin d'entrer en contact avec des agents recruteurs locaux chargés de rechercher des journaliers²¹. Le directeur du comptoir français à Vigo fait savoir qu'il est à même de recruter une trentaine d'ouvriers, et que les frais de transport s'élèvent à 75 F par homme²². Finalement, bien peu d'Espagnols arrivent à Trélazé, comme en attestent les statistiques communales de 1913. C'est cependant cette année-là qu'apparaît pour la première fois dans les effectifs de la CAA, la mention « personnel étranger ». La carrière des Grands-Carreux – Monthibert emploie un Espagnol, qui a disparu des statistiques l'année suivante. À partir de 1915, ils sont sept à être employés, à titre d'essai, sur l'ensemble des carrières de la Commission. Seul le réseau privé de recru-

17. JEANNEAU, Jacques, *op. cit.*, p. 171.

18. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 32M36. Lettre du maire de Trélazé au préfet de Maine-et-Loire, 22 septembre 1893.

19. APTIRA, *Mémoire de migrations à Trélazé*, Ivan Davy éditeur, Vauchrétien, 1996, p. 190.

20. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J630. Procès-verbal de l'assemblée générale de la CAA, 27 mai 1911.

21. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J627. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 29 juillet 1911.

22. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J627. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 23 septembre 1911.

tement a semble-t-il agi. Aucun n'est arrivé, en effet, par le biais de l'Office spécialisé du secrétariat d'État à l'Artillerie et aux Munitions, même si l'initiative a pu avoir des répercussions indirectes, en rendant possible le recrutement d'Espagnols restés en France, après que les besoins de la Défense ne se fassent plus sentir. Aucune trace non plus de contacts avec la Société générale d'immigration, fondée en 1924, notamment par le Comité central des Houillères, qui aurait permis l'embauche et l'acheminement de travailleurs étrangers, dont a bénéficié entre autres l'Union des industries métallurgiques et minières.

En 1915, la Commission s'adresse à une agence de Toulouse, qui assure le service de recrutement, moyennant une rétribution de 30 F par immigré et la prise en charge des frais de transport²³. Les deux années suivantes, un agent de la CAA est envoyé en Espagne, chargé de recruter directement des ouvriers du fond²⁴. Sept ouvriers espagnols arrivent par ce biais durant l'été²⁵. Les liens familiaux ont sans doute pu relayer également le flux initial.

« Mes parents sont venus en France pour gagner de l'argent, pour pouvoir nous assurer une situation, explique Felipe Sabio. Nous étions quatre garçons et une fille, et ils savaient qu'en Espagne, nous n'avions aucun avenir. Mon oncle, qui était déjà installé à Trélazé, écrivait souvent à mon père pour l'inciter à venir le rejoindre. Alors un jour, nous sommes partis de Villanueva, en 1918, à trois familles, avec deux grandes malles de linge et les passeports en règle. Lorsque les familles sont arrivées à la gare de Trélazé, les Espagnols les attendaient, ce fut la fête²⁶. »

Un courant d'immigration a pu se former aussi depuis la région des Pyrénées, où se localisent des ardoisières, en direction ensuite d'autres régions, et notamment de l'Anjou ardoisier. Certains, encore, transitent par d'autres centres industriels, comme ce groupe de 18 ouvriers espagnols qui arrivent de Clisson en septembre 1916 avec leurs familles, soit en tout une cinquantaine de ressortissants²⁷.

Quels que soient leurs chemins d'accès jusqu'à Trélazé, toujours est-il que de douze au début de 1916, les Espagnols passent à 20 l'année suivante, pour retomber à cinq en 1918, avant de remonter à 37 en 1919. Ils disparaissent ensuite des registres, par suite de l'intégration de cette catégorie dans le mode de comptage des effectifs de la CAA. Mais la commune de Trélazé continue à héberger une forte communauté espagnole, qui compte 130 ressortissants au recensement de 1921. La fin de la Première Guerre mondiale et l'effort de reconstruction entraînent un important appel de

23. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J463 ; 15J627. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 17 juillet 1915.

24. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J627. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 1^{er} juillet 1916.

25. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J627. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 5 août 1916.

26. APTIRA, *op. cit.*, interview de Felipe Sabio, p. 40.

27. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J463. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 30 septembre 1916.

main-d'œuvre. Sans atteindre des proportions considérables, le personnel espagnol des ardoisières a néanmoins contribué à fournir un appoint de main-d'œuvre non négligeable dans cette industrie. « Ce stock d'Espagnols n'est évidemment pas le rêve », estime néanmoins la direction, tout en considérant qu'« il ne faut pas être trop difficile au regard de leur utilité dans l'effort d'après-guerre²⁸ ».

Les Belges, pour leur part, passagèrement plus nombreux – 37 en 1915 – apparaissent dans des circonstances particulières, liées à l'invasion de leur territoire au cours de la Première Guerre mondiale. En 1912 déjà, la CAA avait regardé de ce côté de l'Europe. L'ardoisière de Warmifontaine, qui s'était éboulée, avait entraîné un village dans sa chute. L'envoi d'un émissaire avait permis de recruter trois ouvriers. Fin 1913, la CAA se tourne de nouveau vers la Belgique dans le but de recruter des journaliers, et de faire entrer leurs enfants dans les écoles d'apprentissage²⁹. Les tentatives s'avèrent rapidement décevantes. « Il est probable que nous serons amenés à retourner en Bretagne, dans la région de Morlaix », conclut la CAA³⁰. En octobre 1914, une dizaine de réfugiés belges, employés dans les mines de charbon voisines de Chalonnes-sur-Loire, à proximité de Trélazé, sont embauchés par la CAA³¹. À partir de décembre, la recherche de réfugiés est étendue à chaque commune du département. Mais après l'afflux massif de 1915, ils disparaissent des statistiques de la CAA en 1916, et ne sont plus que deux en 1917 et 1918.

Les Italiens font une apparition éphémère et pour le moins remarquée quelques années plus tôt, dans un contexte particulier. En 1913, en effet, une grève menée par les ouvriers de la CAA depuis le 10 septembre pour des questions de salaires, et qui se prolonge pendant 80 jours, conduit la direction à décréter un *lock-out*. De son côté, le comité de grève s'efforce de placer les ouvriers du fond dans les industries angevines. Le 10 novembre, la Commission tente la reprise du travail grâce au concours d'ouvriers italiens.

« Il y a lieu de craindre que le personnel du fond, déjà trop peu nombreux avant l'arrêt des chantiers, ne devienne tout à fait insuffisant lors de la reprise du travail, en raison de sa dispersion, s'inquiète la direction. Il paraît indispensable de faire appel à du personnel extérieur à Trélazé pour combler les vides existants³². »

28. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J169. Lettre du futur directeur de l'usine Saint-Léonard, 6 novembre 1916.

29. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J627. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 13 décembre 1913.

30. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J627. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA 28 mars 1914.

31. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J463. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 17 octobre 1914.

32. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J627. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 17 octobre 1914.

La CAA confie alors à une entreprise de briseurs de grèves, qui « rendent de précieux services dans les centres bouleversés par les délégués de la CGT³³ », le recrutement de ce personnel. L'entreprise Moutier et Bozello achemine ainsi, le 10 novembre 1913, une trentaine d'ouvriers italiens en provenance de Turin. Mais ces derniers se solidarisent avec les grévistes et refusent le travail, prétendant que la Commission les a trompés. Ils s'étaient vus promettre un salaire de 5,50 F par journée de huit heures, alors que les salaires réels n'étaient que de 6 F par journée de dix heures. Ignorant par ailleurs que les ouvriers trélazéens menaient une grève, les Italiens repartent finalement le lendemain, après avoir été hébergés parmi les ouvriers trélazéens³⁴. En 1919, huit Italiens sont recensés dans les ardoisières. L'année suivante, le projet de faire venir des travailleurs du Piémont, en complément du contingent d'Espagnols, est abandonnée pour des raisons financières³⁵.

L'appel à d'autres nationalités est également envisagé, en vain, dans le contexte de la Première Guerre mondiale. La CAA entre ainsi en contact avec une agence polonaise, sans résultat. En 1919, les ardoisières de Trélazé comptent un seul Polonais³⁶. La direction étudie aussi l'éventualité d'employer des ouvriers arabes ou annamites, mis à disposition par l'administration militaire.

« Les Annamites auraient bien des aptitudes pour les menus travaux et les tâches de précision, mais ils sont à peine dégrossis, considère le conseil d'administration de la CAA³⁷. Ils sont agiles mais peu rigoureux. Leur santé demande un soin tout particulier dans nos climats, et au point de vue moral, il est nécessaire de les surveiller. Dans ces conditions, l'emploi des coloniaux paraît présenter des difficultés³⁸. »

« Les Chinois du Nord semblent, quant à eux, être de bons manœuvres. Ils apprennent vite le travail, sont dociles et robustes. Comme ils s'expatrient toujours seuls, il serait préférable de les nourrir et de leur offrir un couchage rudimentaire. Aucun soin spécial d'hygiène n'est utile à leur égard, seulement une nourriture abondante composée surtout de riz. »

Plus tard, en 1930, l'ingénieur en chef de la CAA préconise de recruter, comme ce fut déjà le cas en 1916, des Portugais, pour atténuer la pénurie des ouvriers du fond³⁹. Mais aucune de ces pistes n'aboutit.

La main-d'œuvre étrangère à la CAA, finalement, ne dépassera jamais le chiffre de 69 ouvriers en 1917⁴⁰, toutes nationalités confondues. En 1928,

33. *Idem*.

34. Anonyme, « La Grève au pays de l'ardoise », *Le Patriote de l'Ouest*, 12 novembre 1913.

35. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J535. États statistiques du personnel de la CAA.

36. *Idem*.

37. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J463. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 15 avril 1916.

38. *Idem*.

39. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J467. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 20 juin 1930.

40. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J169. Lettre de l'ingénieur en chef de la CAA au gérant de la CAA, 1^{er} août 1917.

ils sont encore 59, mais depuis l'année précédente, le pourcentage d'immigrés dans les ardoisières enregistre un déclin, dans une conjoncture économique nationale pénalisant le flux d'étrangers. La politique suivie par Raymond Poincaré, la stabilisation de fait de la monnaie fin 1926, le ralentissement de l'inflation, la restriction du crédit et les économies diverses, freinent l'activité industrielle. La conséquence de ce ralentissement est l'augmentation du chômage, qui passe de 245 000 personnes sans emploi en 1926, à 510 000 en 1927. Le gouvernement renforce alors la chasse aux travailleurs clandestins, refoule des chômeurs étrangers, facilite les départs volontaires. Ces efforts portent leurs fruits : les entrées sont limitées et le nombre des départs augmente. Sans disposer de traces directes des répercussions de ce dispositif dans les ardoisières de Trélazé, ces mesures de reflux ont dû probablement sévir de manière indirecte dans les rangs de la main-d'œuvre étrangère.

En 1934, pour 1 940 salariés français, la CAA emploie à Trélazé trois Belges, un Polonais, trois Italiens et 21 Espagnols⁴¹. Même en 1939, dans le contexte de la guerre civile espagnole, et bien que Trélazé devienne un centre d'accueil de réfugiés, la situation reste inchangée dans les carrières. La cité ardoisière se montre particulièrement hospitalière à l'égard des réfugiés qui sont hébergés dans l'ancienne manufacture d'allumettes, en raison de la présence d'une petite colonie de travailleurs espagnols. Près de 150 d'entre eux séjournent temporairement à Trélazé⁴², mais aucun ne se fixe pour travailler aux ardoisières, dans lesquelles l'effectif des Espagnols atteint alors 23 ouvriers, dont trois naturalisés.

Il apparaît que la main-d'œuvre immigrée dans les ardoisières de Trélazé a connu une situation très fluctuante. Les travailleurs espagnols ont, d'une manière générale, fourni le plus fort contingent d'ouvriers immigrés, mais dans des proportions toutefois très modestes au regard des nationaux, puisque la part globale de la main-d'œuvre étrangère fluctue entre 13 et 24 % de l'effectif de la CAA entre 1922 et 1939, soit une moyenne de 37 immigrés durant cette période. En 1947, ils ne sont plus que quatre, deux au fond et deux au jour. L'impossibilité de former du personnel du fond parmi les immigrés espagnols, comme le prévoyait le dessein initial du patronat, l'instabilité de ce personnel étranger, ainsi que l'importance des frais occasionnés par son recrutement, ont sans doute fini de dissuader la direction des ardoisières de persévérer dans la voie d'une immigration de grande envergure⁴³. Les statistiques de 1930 montrent en effet pour Trélazé l'arrivée de trois mineurs espagnols, tandis que dans le même temps, huit de leurs compatriotes quittent la cité ardoisière⁴⁴. Certains se fixent toutefois, comme les premiers immigrants espagnols qui, dès 1915, demandent le

41. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15 J182. Note sur le fonctionnement de la CAA, 1934.

42. JEANNEAU, Jacques, *op. cit.*, p. 177.

43. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J631. Procès-verbaux des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 31 mai 1917 et 22 décembre 1917.

44. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 32M35. État des visas, 1930.

rapprochement de leurs familles⁴⁵. L'une d'elles arrive en décembre à Trélazé, aux frais de la société. Mais Jacques Jeanneau confirme cette tendance générale à l'instabilité.

« Jusqu'au début des années 1930, la main-d'œuvre étrangère est restée très instable, avec presque autant de départs que d'arrivées, au point qu'à chaque recensement quinquennal, on ne retrouve qu'une partie des étrangers dénombrés lors du recensement précédent. Les causes de cette instabilité sont multiples : la brièveté de beaucoup de contrats, l'insatisfaction, entraînant par exemple des départs liés à des rumeurs de salaires plus élevés ailleurs⁴⁶. »

Dans ces conditions, le recours à la main-d'œuvre étrangère est resté une velléité sans suite, une solution de secours dans certains cas, comme l'atteste une délibération du conseil d'administration de la CAA de 1914.

« L'Ouest, qui se suffisait jusqu'ici à lui-même grâce à la population bretonne, se voit obligé de rechercher de la main-d'œuvre étrangère. Malgré tout, la commission administrative poursuit énergiquement ses recherches, et ce n'est qu'après avoir reconnu l'impossibilité de trouver de la main-d'œuvre française qu'elle se tournera à nouveau, et par nécessité, vers l'étranger, n'ignorant pas les difficultés très sérieuses et les dépenses élevées qu'entraînera le recrutement d'un personnel étranger et son utilisation dans nos chantiers⁴⁷. »

Graphique 1 – Évolution de la main-d'œuvre immigrée à la CAA

La courbe des statistiques montre, cependant, que la crise économique qui frappe aussi l'industrie ardoisière dans les années 1930, ne se réper-

45. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J463. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 16 octobre 1915.

46. JEANNEAU, Jacques, *op. cit.*, p. 172.

47. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J630. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 23 mai 1914.

cute pas sur la main-d'œuvre étrangère de Trélazé, dont la proportion reste stable même au moment le plus dur de la récession entre 1934 et 1935, alors que dans le même temps, les Polonais sont les principales victimes des 7226 licenciements opérées dans les Houillères du Nord-Pas-de-Calais. Cette situation semble indiquer que la direction des ardoisières reste attachée à ce petit effectif d'ouvriers étrangers, désormais stabilisés, formés, et acceptant des tâches délaissées par les ouvriers français.

Un instrument de concurrence salariale et des conditions d'accueil précaires

Le *Patriote de l'Ouest* du 11 novembre 1911 rapporte les propos d'un ouvrier lorientais, au sujet des conditions salariales qui sont faites aux nouveaux arrivants par la direction de la CAA.

« On nous avait promis, à notre arrivée, un bon lit et un repas. Le lit consistait en une couche de paille étendue sur le sol, et le menu, tout simplement en un peu de beurre et de pâté. On nous a dit que nous gagnerions 4 F par jour, la prime journalière de 0,20 F en plus, et cela pour descendre dans des puits de 75 à 80 mètres de profondeur⁴⁸. »

Or, à cette date, les ouvriers spécialisés gagnent certes 6 F par jour, mais les manœuvres n'obtiennent que 4 F pour 10 heures de travail. De fait, certains ouvriers décident de s'en retourner aussitôt leur arrivée dans la commune. C'est ainsi que le 7 novembre 1911, les lorientais venant d'être recrutés refusent de travailler. Une délégation, le 11, rencontre le directeur des Petits-Carreaux pour être rapatriée. Devant le refus de celui-ci, le syndicat des ardoisiers doit assurer la subsistance des lorientais jusqu'à leur départ. Toute la journée, une cantine est installée à la Coopérative. Les ouvriers bretons furent finalement « *rapatriés*⁴⁹ » le jour même par les soins de l'administration préfectorale⁵⁰. Et le *Réveil des travailleurs* de conclure : « *Les immigrants comprirent qu'on les avait bernés*⁵¹. »

Loin des promesses, en effet, se trouve la réalité. Les employeurs, d'une manière générale, rognent quand ils le peuvent sur les salaires des alloènes⁵². La politique d'immigration du patronat ardoisier trélazéen permet ainsi d'appliquer une stratégie de bas salaires, qui entretient la pénurie chronique de main-d'œuvre dont souffre l'industrie, et qui est sans cesse dénoncée par les organisations syndicales. Pour preuve, durant cet été 1911, qui voit l'arrivée de nouveaux « immigrants bretons », les ardoisiers de la Commission n'obtiennent que de très maigres consolations à la suite d'une grève au cours de laquelle ils demandent 15 % d'augmentation sur

48. Anonyme, « Au pays de l'ardoise », *Le Patriote de l'Ouest*, 11 novembre 1911.

49. Nous remarquons ici le terme usité par le journal, qui s'applique d'ordinaire à des immigrés proprement dit.

50. Anonyme, « Les Lorientais retournent au pays », *Le Patriote de l'Ouest*, 12 novembre 1911.

51. B. « Le Lock-out de la Commission des ardoisières », *Le Réveil des travailleurs*, 5 octobre 1913.

leurs salaires. De même, lorsque la CAA envisage la possibilité de recruter des ouvriers espagnols, en 1911, elle préconise de leur offrir des conditions de travail identiques à celles en vigueur dans les districts de Pontevedra et d'Orense, en Galice, à la frontière du Portugal⁵³. De fait, le recours à l'immigration, qu'elle soit bretonne ou purement allogène, contribue à un nivellement par le bas des conditions d'existence des ardoisiers.

Il n'y a guère que pendant le premier conflit mondial, dans un contexte exceptionnel, que les conditions salariales font l'objet d'une surenchère. Le personnel immigré est recruté à grands frais pour contrecarrer la concurrence des autres industries françaises, et notamment les fonderies de l'État. Les contrats des travailleurs espagnols embauchés en 1915, visés au préalable par le Consulat, stipulent que la rémunération sera de 5 F pour dix heures de travail, ce qui contraint la direction de la CAA à relever le salaire des journaliers du fond à 5 F au lieu de 4,50 F, et celui des ouvriers d'à-bas à 5,50 F au lieu de 5 F. Ce devait être là la condition nécessaire pour recruter, dans l'urgence, la main-d'œuvre indispensable⁵⁴. En 1917, les clauses des contrats des salariés étrangers, valables pour une durée de six mois, précisent encore que les soins pharmaceutiques et médicaux sont dus au même titre que pour les travailleurs nationaux, que les ouvriers doivent pouvoir trouver à se loger ou que le logement doit être fourni, et que le salaire doit être identique à celui des ouvriers français de même catégorie. À l'expiration du contrat, l'ouvrier étranger doit percevoir une prime de 25 F, ainsi que le montant des frais de rapatriement⁵⁵. À la faveur de la guerre, les travailleurs immigrés des ardoisières ont donc pu échapper à certains abus. En temps normal, un autre objectif du patronat ardoisier est aussi de limiter l'audience du puissant syndicalisme corporatif. En règle générale, les chefs d'entreprise essayent, en effet, de restreindre autant que possible la diffusion du syndicalisme, en utilisant souvent la présence des étrangers à cette fin, observe Ralph Schor⁵⁶, en l'occurrence, les Bretons.

Quant aux conditions d'hébergement, un rapport du médecin de la Commission, datant de 1910, révèle que « les jeunes ouvriers en provenance de Bretagne ne trouvent à Trélazé que des pensions chez leurs compatriotes, où l'hygiène laisse beaucoup à désirer⁵⁷ ». La tuberculose frappe particulièrement la communauté. En vue de remédier au danger de ces pensions, la Commission au début de l'immigration bretonne, au XIX^e siècle,

52. SCHOR, Ralph, *L'Opinion française et les étrangers. 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985, p. 224.

53. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J627. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 23 septembre 1911.

54. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J463. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 7 août 1915.

55. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J463. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 5 mai 1917.

56. SCHOR, Ralph, *L'Opinion française et les étrangers*, p. 231.

57. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J626. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 19 février 1910.

avait envisagé la création d'un hôtel pour les ouvriers étrangers. « Cet essai n'avait pas réussi à cause des différences d'habitudes, et des logements dits cellules avaient été bâtis, conformes aux mœurs des Bretons », rapporte le docteur Le Barzic⁵⁸. En 1910, la CAA étudie la possibilité de copier le modèle des hôtels spéciaux en usage en Belgique. Mais ce projet n'aboutit pas.

Aux Bretons qui sont recrutés au début du siècle, la CAA propose des pensions pour la somme de 45 F par mois⁵⁹. En revanche, pour les ouvriers espagnols, le conseil d'administration de la CAA estime qu'il est préférable de les grouper dans une même cité, s'ils sont en famille, et de mettre une cantine à la disposition des célibataires. En 1911, des logements sont installés dans la cantine de la carrière des Petits-Carreaux pour accueillir provisoirement les ouvriers étrangers et les Bretons, tandis qu'un restaurant ouvrier est établi à Monthibert pour servir de réfectoire⁶⁰. Des logements vacants appartenant à la CAA sont également réquisitionnés à l'effet de recevoir les nouveaux arrivants, la plupart du temps sans doute célibataires, avant que femmes et enfants ne les rejoignent, comme ce fut le cas de Pedro Saëz, arrivé à Trélazé en 1915, qui est resté seul pendant six mois avant de faire venir sa famille⁶¹.

C'est dans ces conditions que se forment également des îlots de population immigrée dans les hameaux ouvriers proches des carrières : en 1921, 47 étrangers résident dans le quartier de la Porée, 25 à la Roë, 16 au Vissoir⁶². Marcel Goacolou, un Breton, se souvient pour sa part des conditions d'accueil vécues par son père, recruté en 1921 par la CAA.

« Venu de Landeleau dans le Finistère, mon père, employé comme manoeuvre, a été logé pendant un an en pension dans le quartier du Buisson. Puis ma mère est arrivée l'année suivante, et ils ont occupé un logement à la Porée. Nous habitions à huit dans un taudis de deux pièces. Dans ce quartier, le français n'était quasiment pas parlé. Les Bretons côtoyaient les Espagnols. Une expression est même restée, qui consiste à dire que l'on parle breton comme une vache espagnole⁶³. » « Je suis née rue de la Paix et j'ai toujours vécu à Trélazé avec les grands-parents d'un côté, et de l'autre mon oncle et ma tante, se souvient également Josette Bourrigault, née Gonzales⁶⁴. » « J'ai toujours vécu dans le milieu familial espagnol⁶⁵. »

C'est au cœur même des villes que s'individualisent, en effet, des quartiers étrangers fortement marqués par la prégnance d'une nationalité, parce

58. *Idem*.

59. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J627. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 28 août 1911.

60. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J627. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 28 octobre 1911.

61. APTIRA, *op. cit.*, interview de Michel Saëz, p. 39.

62. APTIRA, *op. cit.*, p. 190.

63. Interview de Marcel Goacolou, fendeur retraité, 25 janvier 2000.

64. APTIRA, *op. cit.*, interview de Josette Bourrigault, née Gonzales, p. 39.

65. *Idem*.

que, évidemment, on profite de la médiocrité des loyers dans les zones de taudis que les Français évitent⁶⁶. À Trélazé, la situation est similaire, hormis le fait que bretons et immigrés connaissent ici un sort identique. Il existe un quartier dénommé Petite-Bretagne, comme ailleurs on retrouve des Petites-Italie ou des Petites-Espagne. Puis, les mesures d'urgence finissent par laisser progressivement la place à une véritable politique de construction de la part du patronat ardoisier, qui s'amplifie dans les années 1920 pour fixer la main-d'œuvre.

Des œuvres patronales sont également créées à l'intention de ces communautés. Entre les deux guerres, la CAA dépense pour les œuvres bretonnes de la Pyramide 26 000 F par an⁶⁷. « Il s'agit de la gamme classique des œuvres de préservation d'avant 1914, encadrant les diverses générations », note Jean-Luc Marais⁶⁸. Pour les jeunes garçons, un patronage fonctionne pendant les vacances, l'aumônier des Bretons, l'abbé Jollec, organise des sorties hebdomadaires et un séjour à la mer une fois par an. Pour les jeunes, les Gars d'Armor proposent du football, de la musique, une préparation militaire. Pour les adultes existent deux sociétés de boule, la Bretonne et l'Armoricaine. Ces œuvres de préservation permettent en même temps au patronat d'isoler les immigrés, de maintenir un style de vie et des modèles culturels tournés vers le passé, afin de freiner la politisation et de stabiliser la main-d'œuvre⁶⁹. En revanche, les œuvres instaurées pour la population étrangère semblent se limiter à bien peu de choses. Il est certain que la main-d'œuvre immigrée ne bénéficie pas des mêmes égards que la population bretonne, d'autant que sa faible importance ne crée pas un besoin primordial. En 1917 seulement, nous avons la trace d'un aumônier mis au service des Espagnols, sans indication particulière sur son rôle⁷⁰.

Sur le chemin de l'intégration

Les véritables problèmes d'intégration concernent, non pas en premier lieu les travailleurs étrangers qui, en nombre symbolique, n'éveillent pas d'animosité particulière parmi la main-d'œuvre locale, mais bien la communauté bretonne. « Nous avons subi les inimitiés des gens du coin, témoinne François Ilias⁷¹. Étant Bretons et chrétiens, nous n'étions pas très bien vus dans notre quartier ». Les griefs tenus contre les Bretons sont ceux des plus classiques en cas de présence d'immigrés. « Leur langue, leurs coutumes, leurs habitudes alimentaires les distinguent », relate Jacques Thomé⁷². Mais c'est surtout « l'incurable malpropreté si naturelle des

66. LEQUIN, Yves, *op. cit.*, p. 353.

67. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J109. Liste des œuvres sociales de la CAA, s.d.

68. MARAIS, Jean-Luc, *op. cit.*, p. 345.

69. SCHOR, Ralph, *L'Opinion française et les étrangers*, p. 237.

70. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J137. Lettre du curé Maugeais à la CAA. 7 février 1917.

71. Interview de François Ilias, fendeur retraité. 9 juillet 1999.

72. THOME, Jacques, *Trélazé, cité des faiseurs d'ardoises. 1606-1918*, Trélazé, 1988, p. 44.

Bretons », évoquée par le docteur Farge, qui excède par-dessus tout les Angevins⁷³. « Pour les Angevins du temps, il existe bien une nature bretonne⁷⁴. » Un rapport du docteur Le Barzic, médecin de la CAA, en 1908, souligne quant à lui l'insouciance et l'imprévoyance des Bretons. Sa vision confirme le sentiment de péril social inspiré par les étrangers, et décrit par Ralph Schor⁷⁵, à travers notamment le danger sanitaire qu'ils représentent en véhiculant certaines maladies redoutables, comme la tuberculose, qui fait des ravages dans les rangs des Bretons de Trélazé. Autrement dit,

« le Breton, c'est l'autre, qu'on méprise plus ou moins mais qu'on déteste aussi parce qu'il peut prendre le pain des Angevins, ou du moins peser négativement sur les salaires », comme en témoigne Auguste Bahonneau⁷⁶.

« La Commission des ardoisières était allée chercher dans les terres de Bretagne de pauvres malheureux qu'elle avait embauchés comme journaliers. Les Bretons habitaient les taudis du village de la Porée et les logements infects du vieux Malaquais. La population de Trélazé les détestait parce qu'ils maintenaient les salaires bas en augmentant le nombre des salariés⁷⁷. »

François Goacolou en atteste encore aujourd'hui : « On m'a dit, comme à tout immigré, que je venais manger le pain des Français⁷⁸. » Les Bretons, en acceptant des salaires inférieurs, risquaient en même temps de compromettre le bénéfice des luttes passées.

Par ailleurs, si la fusion se produit – il y aurait eu un quart de mariages mixtes en 1924 – celle-ci n'empêche pas le maintien d'une conscience bretonne⁷⁹. La persistance de l'identité culturelle contribue fortement à entretenir ce différencialisme. Lors des rassemblements de quartier entre Bretons, les sonneurs de biniou et de bombarde, en costume régional, accompagnent la fête. Marcel Goacolou se souvient que dans la rue où il habitait, l'on y jouait à la galoche, un jeu traditionnel du pays de Benodet de quilles et de palets⁸⁰. Au début du siècle, les rares hommes instruits qui arrivent à Trélazé ne parlent que le breton. « Ils ont appris quelques mots utiles, quelques formules, sortes de viatiques linguistiques, et ils prient Dieu pour le reste⁸¹. » Marcel Goacolou rapporte que ses parents, arrivés au début des années 1920, ne parlaient pas français. Lui-même ne connaissait que le breton dans son enfance, avant que l'école n'accomplisse son œuvre d'assimilation par l'apprentissage de la langue. Marie-Germaine

73. Rapport du docteur Farge, cité par Jacques Thomé, *op. cit.*, p. 44.

74. *Idem.*

75. SCHOR, Ralph, *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIX^e siècle à nos jours*, p. 89.

76. BAHONNEAU, Auguste, *Les Vieux Ardoisiers de Trélazé*, Angers, Imprimerie nouvelle, 1937, p. 13.

77. *Idem.*

78. Interview de François Goacolou, fendeur retraité et syndicaliste CFTC, 1^{er} juillet 1999.

79. MARAIS, Jean-Luc, « Les Bretons, les curés, les patrons. L'immigration bretonne et l'Église à Trélazé et à Angers (1860-1939) », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, tome 96, 1989, p. 341.

80. Interview de Marcel Goacolou, 25 janvier 2000.

81. THOME, Jacques, *op. cit.*, p. 42.

Quévarec confirme le faible usage de la langue officielle : « Ma mère parlait un peu français⁸². » Marcel Even, lui, se souvient « n'avoir jamais voulu apprendre le breton avec son entourage familial, de peur de se faire encore davantage insulter de sale Breton à l'école, avant que cela ne s'estompe un peu plus tard⁸³. »

Les Bretons ont conscience de former une communauté étrangère à Trélazé. C'est ce que relate M^{me} Pantais dans son témoignage :

« Je suis arrivée là avec mes sabots pleins de paille. Je suis rentrée à l'école de la Maraîchère. Comme ma maîtresse trouvait que j'avais un accent, elle m'a demandé si j'étais française, et moi, avec un air supérieur, je lui ai répondu que j'étais Bretonne. Alors, elle a pris sa règle, et toute la classe a eu une leçon de géographie, moi la première. Sur la carte de France, elle a montré la Bretagne et les départements. En plus de la géographie, elle a fait un cours d'histoire. C'est à partir de ce moment-là que je me suis trouvée Française⁸⁴. »

Il n'est pas fortuit non plus que le patronat alimente ce séparatisme en rémunérant un vicaire breton, qui officie en langue bretonne. Cette identité est aussi entretenue sous la forme associative, dans le cadre de sociétés comme nous l'avons évoqué.

Pour les autres communautés, en particulier pour les Espagnols, la question de l'assimilation est moins acerbe, même si l'accueil, en fonction du contexte, ne se fait pas toujours dans l'unanimité. « Les Espagnols arrivés au cours de la Première Guerre mondiale ont été généralement bien acceptés », témoigne François Ilias⁸⁵. En 1916, pourtant, le conseil municipal de Trélazé s'oppose à cette immigration.

« Considérant que la CAA a fait venir des ouvriers étrangers pour travailler dans ses carrières, alors qu'à la grève de 1913 elle a révoqué 500 ouvriers et que depuis, elle s'est abstenue de les réintégrer dans ses chantiers, que beaucoup de pères et de frères de ceux qui sont sur le front à défendre la patrie sont sans travail assuré. Considérant qu'une telle haine à l'égard de ces ouvriers est anti-humaine et anti-patriotique. Proteste avec énergie et demande aux autorités compétentes de mettre un terme à cette situation déplorable en obligeant la CAA à reprendre ses ouvriers ou en empêchant l'arrivée des ouvriers étrangers⁸⁶. »

En 1939 également, l'afflux des réfugiés entraîne « l'apparition d'un sentiment d'animosité, car pour les accueillir, des collectes étaient organisées auprès des Trélazéens, alors que beaucoup d'ardoisiers étaient déjà dans la misère », explique François Ilias⁸⁷.

82. Interview de Marie-Germaine Quévarec, fendeuse retraitée, 10 juillet 1999.

83. Interview de Marcel Even, agent de maîtrise retraité, 17 juillet 1999.

84. APTIRA, *op. cit.*, interview de M^{me} Pantais, p. 156-157.

85. Interview de François Ilias, ancien fendeur, 1^{er} juillet 1999.

86. Archives municipales de Trélazé, délibération du Conseil municipal de Trélazé, 6 mai 1916.

87. Interview de François Ilias, ancien fendeur, 1^{er} juillet 1999.

L'effet de nombre dans le contexte de 1939 a dû jouer aussi en défaveur des réfugiés. D'une manière générale, il est à peu près certain que les immigrés espagnols n'ont pas échappé à certains clichés qui s'appliquent habituellement à leur nationalité.

« Au point de vue professionnel, les Espagnols étaient estimés inférieurs aux Italiens, souligne Ralph Schor⁸⁸. Certes, la sobriété des Ibères était légendaire et leur docilité très grande, mais ils manquaient souvent de compétence, d'initiative et se révélaient surtout aptes aux travaux grossiers. Leur instabilité, leur indolence, leur habitude de la sieste étaient fréquemment fustigées. La malpropreté de l'Espagnol était également notée⁸⁹. »

Loin des troubles des grands centres industriels, aucune rixe⁹⁰ ni insultes ne viennent perturber cette cohabitation tranquille, même si, comme partout ailleurs, les discussions et parfois les moqueries devaient aller bon train sur le lieu de travail. Même en 1933, lorsque la direction de la CAA procède à des compressions de personnel, aucun heurt ne se produit. Rares, semble-t-il, sont les immigrés espagnols qui ont manifesté une aversion à l'égard de leur pays d'accueil.

« Mes parents sont restés très Espagnols. Ils n'ont jamais voulu se faire naturaliser. Et moi non plus. Je suis peut-être la seule fille d'Espagnols de cette époque qui ne soit pas naturalisée dans le département », témoigne l'une d'entre eux⁹¹. « Plus lente en revanche a été l'intégration de ces immigrés dans le mouvement ouvrier », rapporte François Goacolou⁹².

La peur de déplaire aux employeurs, ajoutée à la volonté d'amasser des économies et de ne pas s'exposer à une expulsion hors de France pour excès de militantisme, détournait les étrangers de cotiser aux syndicats.

Malgré tout, des signes de particularisme persistent aussi parmi les Espagnols.

« Le dimanche après-midi, l'hiver, les Espagnols se réunissaient pour jouer aux cartes espagnoles. Ils jouaient à la Bresca, ou encore à la Ginotte, une espèce de coinchée. Il y avait aussi des jeux de paris comme le loto ou la Branca. Ils jouaient avec des haricots, parfois même avec de l'argent. Lors des grandes fêtes, tandis que les Bretonnes sortaient les coiffes de leurs régions, avec leurs habits traditionnels, les Espagnoles, de leur côté, portaient des châles noirs et des mantilles. Les enfants nous disaient : Espingouins, Espingouins⁹³! »

88. SCHOR, Ralph, *L'Opinion française et les étrangers*, p. 142.

89. *Idem*.

90. Par exemple, à La Mure, en 1901, les ouvriers italiens sont obligés de s'enfuir après la chasse lancée par les mineurs locaux. Dans les années 1930, des rixes opposent en France différentes nationalités, et ces affrontements entraînent parfois mort d'homme. En 1931, dans le Nord, des bagarres opposent des grévistes français de l'industrie textile et des Belges qui refusent de se solidariser au mouvement. Ceux-ci sont molestés, bombardés de pierres et de briques, jetés dans les canaux, un Belge meurt de ses blessures. En 1934, à Lyon, une rixe entre Français et Marocains se solde par un mort et deux blessés grave.

91. APTIRA, *op. cit.*, interview de Pilar Repulles-Clapera.

92. Interview de François Goacolou, fendeur retraité et syndicaliste CFTC, 1^{er} juillet 1999.

93. APTIRA, *op. cit.*, interview de Felipe Sabio, p. 118.

Ici comme ailleurs, les vecteurs d'intégration ont joué au fil des générations. Il s'agit de l'école, bien sûr, qui contribue à l'acculturation de la population immigrée, et de la promotion professionnelle. Tandis que la première génération hérite les tâches particulièrement ingrates, fatigantes et dangereuses, la deuxième génération des immigrés a bénéficié dans les ardoisières comme dans les autres industries d'une promotion sociale. Citons l'exemple de la famille Saëz, dont les parents sont arrivés d'Espagne en 1915 à Trélazé, où ils sont logés dans d'anciennes écuries du XVIII^e siècle, au lieu-dit de la Roë, réhabilitées en logements de fortune. Le père intègre les ardoisières comme simple journalier. Ses quatre fils entrent tous à l'école d'apprentissage pour devenir fendeurs. Quelques-uns semblent même avoir réussi à gravir l'échelle de la hiérarchie, puisqu'en 1916, il est question d'un certain Lopez, employé comme contremaître⁹⁴. Les faibles contingents d'ouvriers immigrés ont sans aucun doute facilité cette intégration par rapport à d'autres foyers industriels.

•

Après la Seconde Guerre mondiale, l'intégration des Bretons, qui ont constitué pendant longtemps un véritable sous-prolétariat, et malgré la persistance de traces pittoresques comme les coiffes et les cafés⁹⁵, est bien avancée. Celle des Espagnols, par naturalisations ou par mariages, est en passe de l'être.

L'industrie ardoisière, jusqu'à l'époque où elle se suffit des migrations bretonnes, n'a pas eu besoin de recourir à la main-d'œuvre étrangère. La récession des années 1930, les gains de productivité, puis la Seconde Guerre mondiale relèguent à l'arrière plan les besoins de recrutement. Trélazé demeure en cela un cas atypique dans l'histoire minière française, jusqu'à ce que le patronat ardoisier en appelle massivement à l'immigration portugaise, maghrébine et turque à partir de 1960, qui fera de la ville bleue le creuset d'une culture multi-ethnique.

94. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 15J463. Procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la CAA, 19 août 1916.

95. MARAIS, Jean-Luc, « *Les Bretons, les curés, les patrons* », *op. cit.*, p. 349.

RESUME

Trélazé comme les autres cités minières françaises a accueilli son lot de prolétaires venus de contrées lointaines. Mais l'immigration y est restée un phénomène marginal. La proximité de la Bretagne et des centres d'exploitation ardoisiers, renfermant une main-d'œuvre docile et bon marché, a rendu moins crucial qu'ailleurs l'appel aux travailleurs étrangers, alors qu'au début du xx^e siècle, on dénombre 83 000 mineurs polonais en France, le tiers de la profession. Les véritables étrangers, à Trélazé, sont les Bretons, qui forment jusqu'à 50 % de la population de la commune en 1908. Si, sur le plan juridique, ces travailleurs sont bien des Français, leurs mœurs et leurs dialectes les rangent dans la catégorie des parias aux yeux de la population locale. L'immigration au sens strict, concernant pour l'essentiel une communauté espagnole, reste une solution secondaire pour le patronat ardoisier, qui lance pourtant au début du xx^e siècle un programme de prospection, en même temps qu'il regarde vers d'autres foyers d'immigration, sans jamais donner lieu à un afflux massif de travailleurs étrangers.

ABSTRACT

Like other french mining towns, Trélazé has welcomed its share of workers coming from far-off lands. However immigration is still a minor phenomenon. The proximity of Brittany and slate mines in which the labour was meek and cheap has made less crucial than anywhere else the need for foreign workers. Furthermore at the beginning of the century there were 83,000 Polish miners in France; a third of the workforce. In Trélazé, the real foreigners were the Breton people who contributed to 50 % of the town's population in 1908. Legally, although French, by keeping their dialect and customs they became outcast in the eyes of the local population. Immigration primarily was concerned with the spanish community. However due to the large presence of brittany people, slate mining employers did not especially call upon foreign workers. At the beginning of the century, mining programmes looked upon other immigrant communes without even giving the impression of an overwhelming arrival of foreign workers.

III

Des étrangers dans l'Ouest
pendant les deux guerres
mondiales : réfugiés,
prisonniers et libérateurs